

Des milliards pour les banques et de sacrifices pour tous les autres ?

Tout le monde l'admet: celle qui s'ouvre est la plus grave crise du capitalisme depuis les années 1930. Les mesures adoptées par les gouvernements, plus de 3000 milliards d'euros dont les 68 milliards décidés par le Conseil fédéral, serviront à sauver les banques, les milieux de la finance et les grands capitalistes.

Qu'ils sont choquants, ces 3000 milliards trouvés en quelques jours alors que le directeur de la FAO en demande depuis des années juste une petite trentaine pour faire face à l'insécurité alimentaire qui frappe une partie de la population de ce monde!

C'est le capitalisme!

La crise est profonde et ne peut être réduite aux «excès», à la «folie» ou aux «erreurs» de l'ainsi dite «ingénierie financière». Celle à laquelle nous sommes confrontés est la crise du modèle d'accumulation capitaliste qui s'est développé depuis trente ans à partir des Etats-Unis et qui s'est élargi à la planète toute entière.

En substance, cette crise s'articule autour de deux éléments. D'un côté, la part des richesses qui va à celles et ceux qui travaillent baisse de manière constante. Ce sont les salaires et les revenus des travailleurs qui sont comprimés grâce aux politiques d'austérité et à la pression sur les retraites en plus des politiques sociales régressives menées par les différents gouvernements, quelle que soit leur couleur politique.

De l'autre côté, on a misé sur les rentes financières et sur le crédit pour permettre le fonctionnement du système, en particulier la consommation. Ces opérations ont contribué à créer ces dernières années les «bulles spéculatives» dont l'éclatement a provoqué de graves situations d'instabilité. Par contagion, l'éclatement de la «bulle internet» en 2001 et de celle de l'immobilier, des subprime, ont contaminé, depuis les Etats-Unis, tout le système financier.

Sauver les banques n'est pas gratuit

Les interventions de sauvetage de la part des gouvernements sont loin d'être gratuites. Leur coût retombera sur quelqu'un. Il ne faut pas faire preuve de beaucoup d'imagination pour comprendre que le sauvetage et la restructuration du système financier international, tels qu'ils sont conçus, se feront sur le dos des salariés.e.s.

Ce qui se dessine, car la crise n'en est qu'à ses débuts, c'est un scénario de suppression d'emplois, de licenciements, de chômage accru. Le voilà le scénario pour les années à venir !

Une fois encore, le capitalisme réellement existant, pas celui qui nous faisait miroiter des perspectives de croissance ininterrompues, plonge le monde dans une crise aux effets socialement régressifs.

Il faut dès lors des mesures contre la crise qui rompent avec la logique de ce système absurde et dangereux qu'est le capitalisme.

Un bouclier social

Ainsi, l'appropriation sociale du crédit, sa nationalisation, s'impose. C'est le seul moyen pour que le crédit serve un développement économique qui parte des exigences sociales, environnementales et culturelles de la majorité.

Il est tout aussi nécessaire de défendre les salaires et les retraites. Il faut défendre le pouvoir d'achat en exigeant l'introduction d'un salaire minimum national de 4000 francs par mois et l'indexation automatique des salaires au renchérissement. Il a été possible de trouver 68 milliards de francs pour tirer d'affaire un petit groupe de délinquants : il n'y a pas de raison qu'on ne trouve pas l'argent pour améliorer les salaires à partir desquels vit l'écrasante majorité de la population !

La crise actuelle montre aussi la nécessité d'une transformation radicale du système des retraites. Il faut sortir du système des trois piliers au profit de l'AVS: cela permettrait non seulement de soustraire nos avoirs de vieillesse au flottement des bourses, mais aussi l'amélioration des rentes AVS, condition nécessaire d'un système de sécurité sociale digne de ce nom.

Il faut aussi interdire les licenciements. Personne ne doit perdre son travail pour que les banques rétablissent leurs profits et distribuent de dividendes substantiels aux actionnaires.

En finir avec le capitalisme!

Ces mesures doivent être un premier pas vers une autre société fondée sur des critères économiques, politiques et environnementaux différents.

C'est une société autre que le capitalisme, ce système qui, au cours du dernier siècle, a plongé l'humanité dans l'horreur des guerres, de la famine et des crises dont l'actuelle n'est qu'une ultérieure manifestation.

Les besoins des gens, pas ceux d'une minorité d'actionnaires !

La crise bancaire a détruit en quelques jours des milliards de dollars de richesses. Alors que par l'octroi massif d'argent liquide les Etats viennent en aide aux responsables de cette crise, il apparaît évident que, une fois encore, c'est sur le dos des salarié.e.s qu'on voudra se rattraper.

Déjà, la crise a provoqué des pertes importantes pour les fonds de retraite. Ainsi, aux Etats-Unis, les fonds de pension ont perdu au cours des quinze derniers mois quelques 2000 milliards de dollars. C'est une somme astronomique: c'est une part du salaire de millions de travailleurs, celui qui est différé, pour la retraite, qui est partie en fumée.

Les retraites dans le collimateur

En Suisse, les «analystes» se veulent rassurants. «Certes, affirment-ils, soumises à la bourse, les sommes du deuxième pilier ont fluctué et les pertes ont été significatives. Cependant, rassurent-ils, ces pertes ne se feront que peu sentir puisque le départ à la retraite ne se fera pas en même temps pour tout le monde.»

Ce sont des propos rassurants que démentent cependant les mesures proposées par le Conseil fédéral, qui veut à la fois diminuer le taux de conversion du deuxième pilier à 6% et a réduit le taux de rémunération obligatoire de ce même deuxième pilier à 2%. En gros, cela signifie à la fois baisse des rentes assurées et cadeau supplémentaire aux compagnies d'assurance puisque elles seront obligées de rémunérer moins les avoirs du deuxième pilier.

Payer les pertes subies par les caisses par la hausse des primes?

Et si l'on reste toujours aux effets immédiats de la crise financière, il est intéressant de constater que les caisses maladie ont aussi perdu des sommes considérables. Ainsi, Helsana aurait subi des pertes d'environ 3,5% suite à la chute des bourses. Il y a fort à parier que ces pertes se répercuteront, sous prétexte de «reconstitution des réserves», sur les primes des caisses maladie qu'on prévoit déjà «en forte hausse» pour 2010. Une fois encore, ce serait aux salarié.e.s de payer.

...et celles des banques par la diminution des dépenses de l'Etat?

En présentant le montage mis en place pour renflouer l'UBS, la presse l'a comparé à ce qu'ont connu durant les années 1990 les cantons de Berne et de Genève où l'Etat cantonal avait repris

à son compte l'assainissement des banques cantonales respectives. Dans les deux cas, ces mesures avaient grevé lourdement les dépenses en bloquant durant presque une décennie aussi bien la réalisation d'infrastructures d'utilité publique que les salaires du personnel des services publics. Ce sera donc sur les dépenses de la Confédération, pour l'AVS, pour l'assurance chômage, etc. que l'injection de milliards dans l'UBS va se traduire!

Les droits sociaux rabotés?

C'est d'autant plus grave que la crise financière accentue, par le rétrécissement du crédit, le ralentissement déjà amorcé de l'activité économique. Or, à chaque ralentissement économique, gouvernement et parlement ont serré la vis en matière de droits sociaux. Tour à tour, ce sont les droits à l'assurance chômage, à l'AVS et à l'AI qui ont été rabotés. La récession et les coûts engagés pour sauver les banques seront de puissants leviers pour des tentatives de limitations ultérieures de ces droits. C'est en ce sens que, face aux menaces immédiates et à celles qui s'annoncent, il faut créer et développer un dispositif de protection sociale qui permette d'éviter que le poids de la crise soit reporté sur les épaules de celles et ceux qui vivent de leur travail – et parfois n'arrivent pas à en vivre! – alors que, bénéficiant de l'aide publique, les actionnaires continuent à accaparer une part substantielle de la richesse produite.

On peut changer le cours des choses!

Cela ne relève nullement de l'utopie. Au contraire, à un moment où la crise financière et économique montre le vrai visage du capitalisme, la prise en main de leurs destinées par celles et ceux «d'en bas» peut changer le cours des choses. A une toute petite échelle, le printemps passé, les travailleurs des ateliers des CFF de Bellinzona, les *Officine*, ont pu, grâce à leur détermination dans la grève, faire prévaloir les raisons de la majorité sur celles d'une minorité d'actionnaires. C'est ça, il faut créer deux, trois, cent *Officine*!

**Manifestation nationale
samedi 15 novembre 2008**

**13h30, Paradeplatz - Zurich
L'arnaque, ça suffit!**

Le crédit : trop sérieux pour le laisser aux banquiers !

Mercredi 8 octobre, l'Union de Banques Suisse était au bord de la faillite. Avec elle, c'étaient les liquidités de 70'000 petites et moyennes entreprises et les salaires qu'elles versent à leurs employés qui étaient en jeu. En clair, les destinées des centaines de milliers d'hommes et de femmes qui travaillent, la vie de régions entières, leur tissu économique et industriel pouvaient faire les frais, d'un coup, soudainement, des choix des dirigeants de l'UBS sur le marché étasunien!

Une semaine plus tard, le Conseil fédéral a décidé, en dehors de tout contrôle démocratique ou parlementaire, de voler au secours de l'UBS avec plus de soixante milliards de francs. Comment? En reprenant au compte de la Confédération les actifs toxiques contractés par l'UBS et en laissant à cette dernière ce qui rapporte. «Socialisation des pertes et privatisation des profits» titrait la presse pourtant si peu suspecte de gauchisme!

M. Couchepin n'est pas un banquier, il est juste leur ami

La décision du Conseil fédéral est une prime à ceux qui ont provoqué les immenses pertes. En effet, tout en disposant, grâce aux milliards apportés, d'une participation proche de 10% du capital, la Confédération n'a même pas exigé, en contrepartie de ces milliards, un droit de regard sur l'activité de la banque avec une place au conseil d'administration!

«Nous ne sommes pas des banquiers», a tonné Pascal Couchepin. «Ce n'est pas la tâche de l'Etat de diriger une entreprise privée» lui a fait écho sa collègue Widmer-Schlumpf. C'est pourtant notre argent que le gouvernement livre aux banquiers, mais il refuse d'exercer le moindre contrôle sur son utilisation!

Qu'il est important, le crédit !

Mais, qu'est-ce que le crédit? C'est ce qui permet de réguler, de faire tourner les rouages de l'économie. De son ouverture ou de son rétrécissement dépend le développement de tel ou tel autre secteur économique, de telle ou telle autre région. C'est l'octroi de crédits, l'arrivée de liquidités, qui permet la réalisation de projets, économiques ou industriels, publics ou privés. Son rétrécissement consécutif à l'éclatement de l'affaire des subprime et de la crise bancaire aux Etats-Unis a déjà eu des effets majeurs en termes de ralentissement de la croissance; aujourd'hui les économies entrent en récession, une récession que l'on nous annonce durable.

«Récession» : voilà un terme technique qui couvre des réalités bien concrètes, celle par exemple des millions de personnes qui aux USA ont perdu leur maison, la réalité de celles et ceux de ceux qui perdent leur travail, celle des entreprises qui ferment, du chômage des jeunes. Déjà à la mi-septembre, l'entreprise Tornos-Baechler à Moutier, dans le Jura bernois, avait annoncé la mise au chômage partiel de 200 travailleurs suite au ralentissement conjoncturel. Combien de Tornos-Baechler au cours des années à venir ?

Reprendre en main les cordons de la bourse

Seul le contrôle du crédit permet aux Etats d'intervenir face à ce genre de situation. En contrôlant le crédit, l'Etat peut décider de financer des projets industriels ou de développement capables de garantir l'emploi et de satisfaire les besoins sociaux. Mais pour cela, il faut l'argent, pas celui fictif de titres pourris qu'on espère réaliser un jour, mais celui bien réel, qui existe, dans les coffres des banques et des assurances.

C'est tout le secteur du crédit qu'il faut nationaliser, pas seulement les pertes provoquées par les choix des banquiers. Il faut créer un service national du crédit sous le contrôle de la population par la nationalisation sans indemnité de l'ensemble du secteur bancaire et des assurances.

Car le service du crédit est trop important pour encore être laissé entre les mains de ceux qui spéculent et qui ont amené le monde dans la situation actuelle.

Une décision militarisée !

La décision du Conseil fédéral de se servir de l'argent public pour sauver l'UBS n'a pas seulement été soustraite à la décision du parlement: c'est sur la base des articles 184 et 185 de la Constitution qu'elle a été prise. Ce sont des articles qui se rapportent à rien de moins qu'à la «sécurité du pays» et au «maintien de l'ordre intérieur».

Autrement dit, en faisant appel à ces articles, le gouvernement n'estime pas seulement que défense des banques et défense du pays ne font qu'un. Il signifie clairement sa détermination à aborder la situation comme en cas de guerre. Et donc à limiter, si nécessaire, le droit des gens de dire ce qu'ils pensent, en particulier, sur l'utilisation de ces milliards qui pourtant nous appartiennent !

Editeur responsable: Paolo Gilardi

Il faut un bouclier social...

Nous refusons que l'argent du contribuable soit mis à contribution tout comme nous nous opposons à ce que les coûts de la crise soient reportés sur la majorité de la population. Il faut pour cela un bouclier social.

1 La prévoyance vieillesse doit se redéployer autour du 1er pilier, l'AVS, et soustraite aux marchés financiers; les rentes AVS doivent être relevées de manière significative.

2 Un salaire minimum légal national à 4000 francs doit être introduit, couplé à l'indexation automatique des salaires pour faire face au renchérissement.

3 Les licenciements doivent être interdits car ce n'est pas à la population de faire les frais des choix faits par des bandits en costume trois pièces. De même, l'assurance chômage doit être renforcée.

4 Il faut une caisse maladie unique gérée par l'état et financée sur le modèle de l'AVS, non exposée aux aléas des bourses et à la spéculation.

5 Pour combattre le dumping salarial et social, les accords bilatéraux doivent être refusés tant que de véritables mesures d'accompagnement ne sont pas mises en place.

6 Les dettes des couches les plus pauvres doivent être annulées tout comme est à effacer l'odieuse dette des pays pauvres.

7 Une profonde réforme de la fiscalité, qui taxe les profits capitalistes, s'impose: introduction d'une taxe dissuasive sur les transactions financières, suppression de tous les cadeaux fiscaux aux possédants, entre autres la défiscalisation des dividendes, etc.

8 Les gains de productivité doivent profiter à la population laborieuse à travers de la réduction massive du temps de travail, l'augmentation des salaires et des différentes rentes (AVS, AI, assurance chômage, etc.).

9 Toutes les grandes infrastructures (hôpitaux, trafic, télécommunications, poste, formation, énergie) qui ont été privatisées doivent redevenir propriété publique et soumises au contrôle des usagers et des travailleurs.

10 Il faut un service national du crédit. Les grandes banques et compagnies d'assurance doivent être nationalisées sans indemnités au profit d'un secteur public du crédit, qui investit pour satisfaire les besoins prépondérants et développer des projets d'utilité publique?

... et une gauche de ... gauche !

La crise qui commence montre on ne peut plus clairement la nature du capitalisme : la recherche du profit, de la valorisation du capital ne peuvent conduire qu'à des crises, à des catastrophes, sociales, économiques, mais aussi humanitaires et écologiques.

Depuis des décennies, les partis dits « de gauche » ont abandonné toute velléité de sortir du capitalisme au profit d'une politique d'adaptation dans le meilleur des cas, de caution aux politiques bourgeoises dans la plupart des cas. Ce sont eux qui ont légitimé les libéralisations, celle du marché de l'électricité, la privatisation de Swisscom, celle en cours aux CFF.

Ils ont aussi consciemment fait obstacle aux mobilisations qui auraient pu se développer contre les restructurations, contre les licenciements et les fermetures d'entreprises, à l'image de ce qu'ont fait les directions syndicales à la Boillat de Reconvilliers.

Aujourd'hui, tout en dénonçant les bonus des managers, ils ne s'opposent pas aux cadeaux à l'UBS, ils se contentent de vociférer, tandis que la «socialiste » Calmy-Rey prend ouvertement la défense du secret bancaire...

Et pourtant, seule la mobilisation collective de celles et ceux qui n'ont que leur salaire pour vivre –et qui souvent n'arrivent pas à en vivre–, de celles et ceux qui subissent les effets de la crise et des politiques bourgeoises permet de faire face à ces politiques.

Aux officine de Bellinzone, dans les mobilisations de rue du Canton de Vaud, sur les chantiers, les salariés ont réussi à faire valoir leurs raisons, des raisons autres que celles des managers. Ceci a été possible aussi grâce à l'existence d'une gauche qui ne se résigne pas au capitalisme comme horizon indépassable de l'humanité, une gauche pour qui les vies de la majorité de la population valent plus que les profits d'une poignée de capitalistes.

Forts de cette conviction, de la nécessité de construire une alternative au capitalisme, des militants syndicalistes, associatifs, féministes ont donné naissance en février dernier à un nouveau collectif politique au plan national, la Gauche anticapitaliste.

C'est cet instrument indispensable pour poser, dans les luttes comme dans le débat politique, les jalons d'une autre politique, du côté des salarié.e.s et de tous les opprimé.e.s, qu'il nous faut, bref, une gauche de gauche!